

**Art. 16.** De adviezen van het comité worden medegegeeld aan de Minister en aan de personen die erom hebben verzocht.

Het jaarlijkse verslag wordt gericht aan de Regering die het aan het Parlement overmaakt.

**Art. 17.** Het comité maakt zijn huishoudelijk reglement op. Het onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

**Art. 18.** Het comité bepaalt jaarlijks zijn begroting voor 1 september van het jaar vóór het betrokken boekjaar en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister bevoegd voor Waterbeleid. De begroting wordt goedgekeurd door de Regering.

De begroting dekt de werkings-, reis- en secretariaatkosten, de vergoeding van de voorzitter en van de ondervoorzitter en de betaling van de presentiegelden.

Die is voor rekening van het Gewest.

**Art. 19.** Alle personen die de vergaderingen van het comité bijwonen, hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten volgens de regels bedoeld in de koninklijke besluiten van 24 december 1963 en 18 januari 1965.

Ze genieten een presentiegeld van 2 500 BEF per zitting.

De voorzitter verdient een bijkomende vergoeding van 10 000 BEF per maand.

De ondervoorzitter verdient een bijkomende vergoeding van 5 000 BEF per maand.

**Art. 20.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN



F. 99 — 2942

[C — 99/27675]

**3 JUNI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la constitution et au fonctionnement du comité des experts institué à l'article 14 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau et notamment l'article 14;

Vu les statuts de la Société publique de gestion de l'eau approuvés par le Gouvernement en date du 3 juin 1999;

Sur la proposition du Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté il faut entendre par :

1° "décret" : le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;

2° "comité" : le comité des experts établi en application du présent arrêté;

3° "contrats de services" : les contrats visés à l'article 2, 26°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et à l'article 1<sup>er</sup>, 21° et 22°, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et potabilisables;

4° "conseil d'administration" : le conseil d'administration de la SPGE telle que créée par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique des gestion de l'eau;

5° "comité de direction" : le comité de direction visé à l'article 26 des statuts de la SPGE.

**Art. 2.** Le comité d'experts a pour mission de :

- rendre des avis au conseil d'administration et au comité de direction, soit d'initiative, soit à la demande de ceux-ci, sur toute question technique relative à la gestion de l'eau en ce compris les projets de décrets et d'arrêté qui sont en relation avec le cycle de l'eau. Il peut notamment être invité à accomplir des études en vue d'éclairer, de promouvoir la coordination, de rechercher l'optimisation et l'harmonisation des opérations ou des activités du cycle de l'eau;

- rendre des avis sur les questions techniques qui apparaîtraient dans un différend entre tout titulaire de prise d'eau, tout distributeur d'eau ou tout organisme d'épuration et la SPGE dans le cadre de l'exécution des contrats de services.

**Art. 3.** Le comité se compose de huit experts effectifs et de huit experts suppléants.

Ils sont nommés notamment sur la base de leur connaissances de tout ou partie des activités du secteur de l'eau en Région wallonne.

Ils agissent en toute indépendance du secteur d'activité dont ils sont issus.

Deux experts représentent la Région;

Deux experts représentent le secteur de la production et de la distribution d'eau;

Deux experts représentent le secteur de l'épuration;

Deux experts représentent les communes.

**Art. 4.** Le Gouvernement nomme les experts représentant la Région, le secteur de la production et de la distribution d'eau et le secteur de l'épuration;

Il nomme les experts représentant les communes sur base d'une liste double émanant de l'Union des villes et des communes de Wallonie.

A l'exception de la première constitution du comité, les présentations des nouveaux experts représentant le secteur de la production et de la distribution d'eau, de l'épuration et les communes sont communiquées au Gouvernement, par le secteur dont ils proviennent, trois mois avant l'expiration des mandats des experts du comité. A défaut le Gouvernement peut d'initiative désigner les experts au sein du secteur qu'ils représentent.

**Art. 5.** Le mandat des experts est d'une durée de 4 ans. Il court à partir de la date de la notification de la nomination. Ce mandat peut être renouvelable une fois pour une durée ne dépassant pas la durée initiale.

Toutefois, au terme du premier mandat, seul un des deux experts représentant un secteur déterminé au sein du comité pourra voir son mandat renouvelé.

**Art. 6.** Les experts sont tenus à la confidentialité des délibérations du comité.

La qualité de membre du Conseil d'administration de la SPGE ou de membre du comité de contrôle de l'eau est incompatible avec celle de membre du comité des experts.

**Art. 7.** Les membres du comité des experts sont révocables en tout temps en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction, pour faute grave ou lorsqu'ils perdent la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

Sauf cas de force majeure, ils sont tenus, d'aviser sans délai le Conseil d'administration et le Gouvernement, de la survenance de l'événement les mettant dans l'impossibilité d'exercer leur fonction ou qui leur fait perdre la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

En cas de vacance avant l'expiration du mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

**Art. 8.** Le comité désigne en son sein son président et son vice-président.

Lorsque le président se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions ou en cas de démission ou de décès, le vice-président assure la présidence jusqu'au terme du mandat. Le comité pourvoit sans retard à la désignation d'un nouveau vice-président.

**Art. 9.** Le comité est assisté d'une cellule permanente de trois personnes ayant les titres et diplômes d'ingénieurs ou reconnus pour leur maîtrise des matières relevant du cycle de l'eau en Région wallonne.

Le président, le vice-président et la cellule permanente forment ensemble le bureau.

La SPGE assure le secrétariat du comité.

**Art. 10.** Le président reçoit les demandes d'avis. La cellule permanente prépare les dossiers et le bureau organise les travaux du comité.

**Art. 11.** Le comité se réunit, à l'initiative du président à chaque fois que sa mission l'exige et au minimum une fois par mois. Chaque expert est convoqué, dans un délai utile, par lettre ou télécopie ou en cas d'urgence par le moyen le plus approprié. Chaque membre présent est réputé avoir été régulièrement convoqué.

**Art. 12.** Les membres du comité de direction ou leur délégué peuvent assister aux réunions du comité des experts.

A cette fin et à peine de nullité de la réunion, les membres du comité de direction de la SPGE sont invités par le comité par lettre ou télécopie huit jours au moins avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ils sont invités dans un délai et selon les modalités les plus appropriés.

**Art. 13.** Les demandes d'avis sont adressées par lettre recommandée au bureau du comité.

Elles mentionnent :

- l'identité du demandeur;
- l'objet sur lequel porte l'avis;
- un exposé succinct de l'état de la question.

Lorsque la demande d'avis comporte des questions techniques qui apparaîtraient dans un différend, la demande mentionne, en outre, l'identité des parties entre lesquelles le différend est né, un exposé succinct des positions de chaque partie et l'ensemble des pièces concernant ce différend.

**Art. 14.** Le Comité s'exprime par opinion majoritaire. Le cas échéant il fait état des opinions dissidentes. La voix du président est prépondérante.

**Art. 15.** L'avis du comité est en principe rendu dans les 20 jours qui suivent la date de réception de l'envoi recommandé.

Lorsque les demandes d'avis supposent une étude ou une analyse plus approfondie, le comité informe le demandeur du délai dans lequel l'avis sera rendu compte tenu des particularités du dossier ou de l'importance de l'étude.

**Art. 16.** Tous les participants aux réunions du comité ont droit au remboursement de leur frais de déplacement selon les modalités prévues par les arrêtés royaux du 24 décembre 1963 et du 18 janvier 1965.

Les experts du comité bénéficient d'un jeton de présence d'un montant de 2 500 FB par séance.

Le président promérite d'une indemnité complémentaire de 10 000 FB par mois.

Le vice-président promérite d'une indemnité complémentaire de 5 000 FB par mois.

Le comité de direction peut accorder aux experts le remboursement de frais relatifs à leur participation à des manifestations en relation directe avec le cycle de l'eau.

**Art. 17.** Le comité arrête son règlement d'ordre intérieur. Il le soumet au conseil d'administration de la SPGE pour approbation.

**Art. 18.** Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

---

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2942

[C — 99/27675]

**3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Sachverständigenausschusses, der durch Artikel 14 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) eingerichtet worden ist**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" und insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund der Satzungen der "Société publique de gestion de l'eau", genehmigt durch die Regierung am 3. Juni 1999;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau";

2° "Ausschuss": der in Anwendung des vorliegenden Erlasses zusammengesetzte Sachverständigenausschuss;

3° "Dienstleistungsverträge": die Verträge, die in Artikel 2, 26° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung und in Artikel 1, 21° und 22° des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser erwähnt sind;

4° "Verwaltungsrat": der Verwaltungsrat der "S.P.G.E.", so wie sie durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" eingerichtet worden ist;

5° "leitender Ausschuss": der in Artikel 26 der Satzungen der "S.P.G.E." erwähnte leitende Ausschuss.

**Art. 2** - Der Sachverständigenausschuss hat als Aufgabe:

- beim Verwaltungsrat und beim leitenden Ausschuss auf eigene Initiative oder auf deren Anfrage hin Gutachten über jegliche technische Frage bezüglich der Wasserbewirtschaftung, einschließlich der Entwürfe von Dekreten und Erlässen, die den Wasserkreislauf betreffen, abzugeben. Er kann unter anderem aufgefordert werden, Untersuchungen auszuführen, um Maßnahmen oder Tätigkeiten in Bezug auf den Wasserkreislauf zu erklären, ihre Koordinierung, ihre Optimierung und Harmonisierung zu fördern;

- Gutachten über die technischen Fragen abzugeben, die bei Streitfällen zwischen jedem Inhaber von Wasserentnahmestellen, jeder für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung oder jeder Vereinigung für die Klärung und der "S.P.G.E." im Rahmen der Ausführung ihrer Dienstleistungsverträge auftreten könnten.

**Art. 3** - Der Ausschuss setzt sich aus acht effektiven und acht stellvertretenden Mitgliedern zusammen. Sie werden insbesondere auf der Grundlage ihrer Kenntnisse der gesamten oder teilweisen Tätigkeiten des Wassersektors in der Wallonischen Region ernannt.

Sie handeln völlig unabhängig vom Tätigkeitssektor, von dem sie stammen.

Zwei Sachverständige vertreten die Region;

Zwei Sachverständige vertreten den Sektor der Wassererzeugung und der Wasserverteilung;

Zwei Sachverständige vertreten den Sektor der Abwasserklärung;

Zwei Sachverständige vertreten die Gemeinden.

**Art. 4** - Die Regierung ernennt die Sachverständigen, die die Region, den Sektor der Wassererzeugung und der Wasserverteilung und den Sektor der Abwasserklärung vertreten.

Sie ernennt die Sachverständigen, die die Gemeinden vertreten, auf der Grundlage einer von der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgelegten doppelten Liste.

Mit Ausnahme der ersten Zusammensetzung des Ausschusses werden die Vorschläge bezüglich der neuen Sachverständigen, die den Sektor der Wassererzeugung und der Wasserverteilung, den Sektor der Abwasserklärung und die Gemeinden vertreten, der Regierung drei Monate vor dem Ablauf der Mandate der Sachverständigen des Ausschusses durch den jeweiligen Sektor unterbreitet. Mangels dessen ist die Regierung berechtigt, auf eigene Initiative die Sachverständigen innerhalb des Sektors, den sie vertreten, zu bezeichnen.

**Art. 5** - Das Mandat der Sachverständigen dauert vier Jahre. Es läuft ab dem Datum, an dem die Ernennung zugestellt wird. Dieses Mandat kann für eine Dauer, die die Anfangsdauer nicht überschreitet, einmal erneuert werden.

Am Ende des ersten Mandats kann allein einem der beiden Sachverständigen, die einen bestimmten Sektor innerhalb des Ausschusses vertreten, ein erneuertes Mandat erteilt werden.

**Art. 6** - Die Sachverständigen sind verpflichtet, die Beschlüsse des Ausschusses geheim zu halten.

Die Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied der "S.P.G.E." oder als Mitglied des Kontrollausschusses für Wasser ist unvereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied des Sachverständigenausschusses.

**Art. 7** - Die Mitglieder des Sachverständigenausschusses sind jederzeit absetzbar, falls es ihnen unmöglich ist, ihr Amt auszuüben, sie eine schwere Verfehlung begangen haben oder sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie bezeichnet worden sind.

Außer in Fällen höherer Gewalt sind sie verpflichtet, den Verwaltungsrat und die Regierung über das Vorkommen des Ereignisses, durch das ihnen unmöglich wird, ihr Amt auszuüben oder sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie bezeichnet worden sind, unverzüglich zu informieren.

Bei der Vakanz des effektiven Mandats vor seinem Ablauf führt das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat zu Ende.

**Art. 8** - Unter seinen Mitgliedern bezeichnet der Ausschuss seinen Vorsitzenden und seinen stellvertretenden Vorsitzenden.

Wenn der Vorsitzende nicht in der Lage ist, sein Amt auszuüben, oder im Rücktritts- oder Sterbefall führt der stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz bis zum Ablauf des Mandats. Der Ausschuss bezeichnet unverzüglich einen neuen stellvertretenden Vorsitzenden.

**Art. 9** - Der Ausschuss wird von einer ständigen Zelle von drei Personen unterstützt, die den Titel und das Diplom von Ingenieur innehaben oder wegen ihrer Beherrschung der Sachgebiete, die in den Bereich des Wasserkreislaufs in der Wallonischen Region fallen, anerkannt sind.

Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und die ständige Zelle bilden zusammen den Vorstand.

Die "S.P.G.E." übernimmt die Schriftführung des Ausschusses.

**Art. 10** - Der Vorsitzende erhält die Anträge auf Gutachten. Die Zelle bereitet die Akten vor und der Vorstand organisiert die Arbeiten des Ausschusses.

**Art. 11** - Der Ausschuss versammelt sich auf Initiative des Vorsitzenden jedesmal wenn seine Aufgabe es erfordert und mindestens einmal im Monat. Jeder Sachverständige wird innerhalb einer angemessenen Frist per Brief oder Fernkopie oder in dringenden Fällen auf die geeignetste Weise einberufen. Es wird davon ausgegangen, dass jedes anwesende Mitglied ordnungsmäßig einberufen worden ist.

**Art. 12** - Die Mitglieder des leitenden Ausschusses oder ihr Beauftragter sind berechtigt, den Versammlungen des Sachverständigenausschusses beizuwohnen.

Zu diesem Zweck und unter Gefahr der Nichtigkeit der Versammlung werden die Mitglieder des leitenden Ausschusses der "S.P.G.E." vom Ausschuss per Brief oder Fernkopie mindestens acht Tage vor dem Datum der Versammlung eingeladen. In dringenden Fällen werden sie innerhalb einer optimalen Frist und auf die geeignetste Weise eingeladen.

**Art. 13** - Die Anträge auf Gutachten werden dem Vorstand des Ausschusses per Einschreibebrief zugestellt. Sie geben das Folgende an:

- die Personalien des Antragstellers;
- den Gegenstand, den das Gutachten betrifft;
- eine kurze Darstellung der Angelegenheit.

Wenn der Antrag auf Gutachten technische Fragen umfasst, die in einem Streitfall auftreten könnten, gibt der Antrag ebenfalls die Personalien der Parteien, zwischen denen der Streitfall erschienen ist, eine kurze Darstellung der Ansichten jeder Partei und die gesamten Unterlagen bezüglich dieses Streitfalls an.

**Art. 14** - Der Ausschuss äußert sich nach der Ansicht der Mehrheit seiner Mitglieder. Er gibt gegebenenfalls die unterschiedlichen Auffassungen an. Die Stimme des Vorsitzenden ist ausschlaggebend.

**Art. 15** - Das Gutachten des Ausschusses wird im Prinzip innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Datum des Eingangs des Einschreibebriefs abgegeben.

Wenn die Anträge auf Gutachten eine gründlichere Untersuchung oder Analyse voraussetzen, informiert der Ausschuss den Antragsteller über die Frist, in der das Gutachten unter Berücksichtigung der Besonderheiten der Akte oder des Umfangs der Untersuchung abgegeben wird.

**Art. 16** - Die gesamten Teilnehmer an den Versammlungen des Ausschusses haben Anrecht auf die Fahrtkostenerstattung nach den Modalitäten, die durch die Königlichen Erlasse vom 24. Dezember 1963 und vom 18. Januar 1965 vorgesehen sind.

Die Sachverständigen des Ausschusses erhalten Anwesenheitsgeld in Höhe von 2.500 BEF pro Sitzung.

Der Vorsitzende verdient eine zusätzliche Vergütung von 10.000 BEF pro Monat.

Der stellvertretende Vorsitzende verdient eine zusätzliche Vergütung von 5.000 BEF pro Monat.

Der leitende Ausschuss ist berechtigt, den Sachverständigen die Rückerstattung der Kosten betreffend ihre Teilnahme an Veranstaltungen in direkter Verbindung mit dem Wasserkreislauf zu gewähren.

**Art. 17** - Der Ausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung fest. Er legt sie dem Verwaltungsrat der "S.P.G.E." zur Zustimmung vor.

**Art. 18** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 19** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

N. 99 — 2942

[C — 99/27675]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de oprichting en de werking van het comité van deskundigen ingesteld krachtens artikel 14 van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau", inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de statuten van de "Société publique de gestion de l'eau", goedgekeurd door de Regering op 3 juni 1999;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau";

2° "comité" : het krachtens dit besluit opgerichte comité van deskundigen;

3° "dienstencontracten" : de contracten bedoeld in artikel 2, 26°, van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging en in artikel 1, 21° en 22° van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water;

4° "raad van bestuur" : de raad van bestuur van de "S.P.G.E." zoals ze is opgericht bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau";

5° "directiecomité" : het directiecomité bedoeld in artikel 26 van de statuten van de "S.P.G.E."

**Art. 2.** Het comité van deskundigen heeft als opdracht :

- de raad van bestuur en het directiecomité, hetzij op eigen initiatief, hetzij op hun verzoek, advies uit te brengen over elk technisch probleem betreffende het waterbeheer met inbegrip van de ontwerpen van decreten en besluiten i.v.m. de kringloop van het water. Het kan met name verzocht worden onderzoeken uit te voeren om een beter inzicht te verschaffen in de verrichtingen of activiteiten van de kringloop van het water, de coördinatie ervan te bevorderen en de optimalisering en de harmonisatie ervan na te streven;

- adviezen uit te brengen over de technische vragen die aan het licht zouden komen in een geschil tussen elke houder van een waterwinning, elke waterverdelers of elke zuiveringsinstelling en de "S.P.G.E." in het kader van de uitoefening van de dienstencontracten.

**Art. 3.** Het comité bestaat uit acht gewone en acht plaatsvervangende leden. Ze worden met name benoemd op grond van hun kennissen van het geheel of van een deel van de activiteiten van de watersector in het Waalse Gewest.

Ze handelen onafhankelijk van de activiteitssector waarvan ze afkomstig zijn.

Twee deskundigen vertegenwoordigen het Gewest;

Twee deskundigen vertegenwoordigen de waterproductie en -verdeling;

Twee deskundigen vertegenwoordigen de zuiveringssector;

Twee deskundigen vertegenwoordigen de gemeenten.

**Art. 4.** De Regering benoemt de deskundigen die het Gewest, de waterproductie en -verdeling en de zuiveringssector vertegenwoordigen.

Hij benoemt de deskundigen die de gemeenten vertegenwoordigen, op grond van een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten).

Met uitzondering van de eerste oprichting van het comité worden de voordrachten van de nieuwe deskundigen die de waterproductie en -verdeling, de zuiveringssector en de gemeenten vertegenwoordigen, door de sector waarvan ze afkomstig zijn, medegedeeld aan de Regering drie maanden vóór het verstrijken van de mandaten van de deskundigen van het comité. In voorkomend geval kan de Regering op eigen initiatief de deskundigen aanwijzen binnen de sector die ze vertegenwoordigen.

**Art. 5.** Het mandaat van de deskundigen geldt vier jaar. Het begint te lopen vanaf de datum van kennisgeving van de benoeming. Dit mandaat kan één keer verlengd worden voor een duur die de oorspronkelijke duur niet overschrijdt.

Aan het einde van het eerste mandaat kan evenwel slechts het mandaat van één van beide deskundigen die een in het comité bepaalde sector vertegenwoordigen, verlengd worden.

**Art. 6.** De deskundigen zijn gehouden tot de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen van het comité.

De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur van de "S.P.G.E." of van lid van het comité voor controle op het waterbeheer is onverenigbaar met die van lid van het comité van de deskundigen.

**Art. 7.** De leden van het comité van de deskundigen kunnen elk ogenblik ontslagen worden in geval van onmogelijkheid hun ambt uit te oefenen of wegens grove tekortkoming of wanneer ze de hoedanigheid waarvoor ze zijn benoemd, verliezen.

Behalve overmacht moeten ze de raad van bestuur en de Regering zo spoedig mogelijk verwittigen van het ontstaan van het voorval dat hen belet hun ambt uit te oefenen of waarbij ze de hoedanigheid waarvoor ze zijn benoemd, verliezen.

Bij vacature vóór het verstrijken van het mandaat van het gewone lid voleindigt het plaatsvervangende lid het lopende mandaat.

**Art. 8.** Het comité wijst uit zijn midden zijn voorzitter en zijn ondervoorzitter aan.

Wanneer de voorzitter niet in staat is zijn ambten uit te oefenen, of bij ontslag of overlijden, neemt de ondervoorzitter het voorzitterschap tot het einde van het mandaat waar. Het comité wijst onmiddellijk een nieuwe ondervoorzitter aan.

**Art. 9.** Het comité wordt bijgestaan door een permanente cel van drie personen die de titels en diploma's van ingenieur bezitten of die erkend zijn als kenners inzake de kringloop van het water in het Waalse Gewest.

Het bureau bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en de permanente cel.

Het secretariaat van het comité wordt door de "S.P.G.E." waargenomen.

**Art. 10.** De voorzitter ontvangt de aanvragen om advies. De permanente cel bereidt de dossiers voor en het bureau organiseert de werkzaamheden van het comité.

**Art. 11.** Het comité vergadert op initiatief van de voorzitter telkens als zijn opdracht het vereist en minstens één keer per maand. Elke deskundige wordt terwijl de termijn nog lopende is, bij brief of fax, of in spoedgevallen, bij het meest geschikte middel opgeroepen. Elk aanwezig lid wordt geacht regelmatig opgeroepen te zijn.

**Art. 12.** De leden van het directiecomité of hun afgevaardigde mogen de vergaderingen van het comité van de deskundigen bijwonen.

Daartoe en op straffe van nietigheid van de vergadering worden de leden van het directiecomité van de "S.P.G.E." bij brief of fax door het comité uitgenodigd minstens acht dagen vóór de datum van de vergadering. In spoedgevallen worden ze binnen de overeengekomen termijn en volgens de meest geschikte regels uitgenodigd.

**Art. 13.** De aanvragen om advies worden bij aangetekende brief aan het bureau van het comité gericht.

Ze vermelden :

- de identiteit van de aanvrager;
- het onderwerp waarop het advies betrekking heeft;
- een korte uiteenzetting over de te behandelen kwestie.

Wanneer er in de aanvraag om advies technische vragen staan die aan het licht zouden kunnen komen tijdens een geschil, vermeldt de aanvraag eveneens de identiteit van de partijen tussen welke het geschil is ontstaan, een korte uiteenzetting van de standpunten van elke partij en het geheel van de stukken betreffende dit geschil.

**Art. 14.** Het comité drukt zich uit door een meerderheidsstandpunt in te nemen. In voorkomend geval maakt het gewag van de uiteenlopende meningen. De stem van de voorzitter is doorslaggevend.

**Art. 15.** Het advies van het comité wordt in principe uitgebracht binnen 20 dagen nadat de aangetekende brief opgezonden werd.

Wanneer de aanvragen om advies een grondiger onderzoek of analyse vergen, stelt het comité de aanvrager in kennis van de termijn waarbinnen het advies wordt uitgebracht rekening houdende met de bijzonderheden van het dossier of van het belang van het onderzoek.

**Art. 16.** Alle personen die de vergaderingen van het comité bijwonen, hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten volgens de regels bedoeld in de koninklijke besluiten van 24 december 1963 en 18 januari 1965.

De deskundigen van het comité genieten een presentiegeld van 2 500 BEF per zitting.

De voorzitter verdient een bijkomende vergoeding van 10 000 BEF per maand.

De ondervoorzitter verdient een bijkomende vergoeding van 5 000 BEF per maand.

Het directiecomité kan de deskundigen de terugbetaling van de kosten betreffende hun deelneming aan manifestaties in rechtstreeks verband met de kringloop van het water toekennen.

**Art. 17.** Het comité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de raad van bestuur van de "S.P.G.E."

**Art. 18.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN